Bulletin d'histoire politique

Étude sur les dissensions entre la « droite » et la « gauche » au sein de Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968

Francis Provost

Volume 12, numéro 2, hiver 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060701ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060701ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Provost, F. (2004). Étude sur les dissensions entre la « droite » et la « gauche » au sein de Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968. *Bulletin d'histoire politique*, 12(2), 204–213. <https://doi.org/10.7202/1060701ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2004

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Étude sur les dissensions entre la « droite » et la « gauche » au sein de Rassemblement pour l'indépendance nationale entre 1966 et 1968

FRANCIS PROVOST
*Étudiant au doctorat en histoire
Université du Québec à Montréal*

Au début des années 1960, les « rinistes » (membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale (R.I.N.) définissaient leur groupe, avant tout, comme un mouvement d'éducation populaire. Le but principal du mouvement visait à sensibiliser la population au projet indépendantiste. André d'Allemagne, le premier président du R.I.N. et Marcel Chaput, le premier vice-président, vantaient l'originalité de leur mouvement en ce qui a trait à l'option indépendantiste en politique québécoise.

En 1963, sous la pression de certains partisans électoralistes, entre autres Pierre Bourgault, le mouvement se transforme en parti politique¹. C'est d'ailleurs à partir de l'année suivante, en 1964, et ce jusqu'au démantèlement du Parti, en 1968, que Bourgault devient le porte-parole et le chef charismatique du R.I.N.

Peu après les élections provinciales de 1966², des éléments de discorde annonçaient une rupture dans le compromis idéologique existant entre partisans de divers horizons politiques. L'arrivée d'un nouveau courant de « gauche » (socialiste) au sein du R.I.N. explique ces frictions internes. En effet, des membres de la revue *Parti-Pris*³ se sont introduits à l'intérieur du Parti, avec un objectif manifeste : faire du R.I.N. un parti des « travailleurs ».

UN VENT DE CHANGEMENT AU SEIN DE L'ORGANISATION RINISTE

Le dénouement des élections internes et les nombreux débats aux congrès nationaux de 1966 et 1967 permettent de saisir l'engouement des membres pour les nouveaux éléments socialistes.

Un extrait de *L'Indépendance* (organe officiel du R.I.N.) de novembre 1966 nous permet d'affirmer qu'il y a effectivement correction du tir en vue d'attirer un plus grand électorat favorable aux idées indépendantistes : « Le premier objectif du R.I.N. est maintenant de devenir un véritable parti des

travailleurs. Notre action doit porter et se faire sentir chez la classe la plus défavorisée du Québec: les salariés»⁴. Par ailleurs, le président Pierre Bourgault savait, en bon orateur et populiste, manier les concepts de la «gauche» en temps opportun.

Peu après le congrès de 1966, et pour abonder dans le même sens, un papier d'André d'Allemagne, envoyé le 1er novembre à la station de radio C.K.L.M., se veut une annonce officielle de la nouvelle orientation du R.I.N.: «On peut donc dire, pour résumer, que le congrès de la fin de semaine dernière a clairement indiqué une orientation du R.I.N. vers la "gauche"»⁵.

Un autre élément nous permet de voir que le gauchissement était bien réel. En septembre 1967, devant une foule de trois mille personnes réunies pour fêter le septième anniversaire de la fondation du Parti, de nouveaux orateurs sont présents. Outre Pierre Bourgault, les André d'Allemagne et Marcel Chapat font place à Andrée Ferretti et à Hubert Aquin⁶. Le discours de Ferretti est d'ailleurs un des moments forts de la soirée. Il va sans dire que les mots qu'elle utilise sont évocateurs sur le plan politique. Elle parle de révolution, de luttes et de libération des travailleurs québécois.

Cette libération doit se manifester, se concrétiser dans la révolution. Faire la révolution québécoise, c'est chasser du pouvoir tous les étrangers qui nous exploitent, c'est chasser du pouvoir tous les parasites de Québec et d'Ottawa qui favorisent cette exploitation dont nous sommes victimes. Faire la révolution au Québec, c'est donner aux travailleurs le pouvoir qui leur revient à eux. Ainsi, nous devenons chaque jour le seul, le vrai parti des travailleurs. Le R.I.N. est seul à pouvoir se transformer en parti révolutionnaire.⁷

LE 7^e CONGRÈS NATIONAL DE 1967

Le véritable signe d'un trouble suivant ces changements est survenu lors des élections aux différents postes de direction du R.I.N. lors du septième Congrès national en octobre 1967. Sans opposition, Pierre Bourgault est élu par acclamation à la présidence. La lutte à la vice-présidence est plus âprement disputée entre trois candidats d'importance: Marc Lavallée, Andrée Ferretti, et Marcel Chapat⁸.

Marc Lavallée est le candidat de l'équipe des «9» présentée par Pierre Bourgault. Dans leur manifeste électoral, «les 9» requièrent la direction intégrale du Parti. Ils demandent un vote en bloc. Nous avons résumé en deux points, l'expression de leurs désirs:

- 1) un mandat pour négocier la fusion avec des individus ou des groupes indépendantistes, notamment avec le *Ralliement national* (R.N.).

2) plus de pouvoirs à l'Exécutif national afin d'enrayer l'impuissance du comité exécutif et la paralysie dont il a souffert au cours de la dernière année⁹.

Une autre organisation, identifiée comme étant de « gauche », n'est pas aussi bien préparée à faire face au bloc des « 9 ». Il s'agit surtout de gens issus d'une organisation régionale, montréalaise en l'occurrence, qui possède tout de même des moyens d'action relativement efficaces. Au niveau de la mobilisation, *Le Béliver*, bulletin de liaison, se veut un outil de propagande fort utile. Leurs opinions tranchent parfois de manière éclatante avec celles présentées par la direction et considérées comme officielles. Andrée Ferretti représente cette équipe lors des élections au congrès national de 1967. Trois autres membres¹⁰, candidats aux postes de directeurs, sont aussi identifiés comme sympathisants de la ligne « ferrettiste ». Ils proposent notamment la création d'un comité de stratégie dont les fonctions seront :

- a) de procéder à une critique constructive des méthodes de recherche, de pensée, d'organisation et d'action que nous avons employés jusqu'à maintenant ;
- b) de proposer des moyens d'atteindre les travailleurs québécois et de les intéresser à participer au renversement de l'ordre établi et à la construction du Québec de demain afin que ce pays nouveau soit à la mesure de nos aspirations et de nos intérêts ;
- c) de coordonner toutes nos actions tactiques telles que propagande écrite et parlée, manifestation de rue, campagnes électorales, etc.¹¹

Marcel Chaput est aussi candidat à la vice-présidence et forme une troisième avenue. Son équipe est surtout composée de membres ouvertement en faveur de l'union avec le R.N. Cette équipe, plus conservatrice et favorable à une union sans condition, obtiendra peu d'appuis lors du Congrès national. Cependant, Chaput et ses acolytes se rangeront *ipso facto* du côté de Pierre Bourgault pour former une coalition, la « droite » du Parti (en opposition à la « gauche » des socialistes).

L'équipe de Bourgault ne réussit pas à se faire élire en bloc mais parvient tout de même à obtenir six postes de directeurs sur neuf¹². L'échec le plus cuisant, pour ce regroupement en faveur de la fusion conditionnelle avec le R.N., reste la perte du poste de vice-président. En effet, Andrée Ferretti obtient la vice-présidence du R.I.N. Peut-on parler d'un vote de confiance pour l'équipe des « 9 » ? En fait, il s'agit surtout d'un vote de confiance pour Pierre Bourgault lui-même, en tant que président. Par contre, il ne faut pas négliger l'impact de l'élection de la représentante de la « gauche » à un poste de premier ordre.

L'ARRIVÉE DES INTELLECTUELS DE «GAUCHE» AU R.I.N.

Ce premier affrontement a permis un brassage d'idées qui ne semblait pas déplaire aux membres. Pierre Bourgault se résigne, pour l'instant, à ce nouvel apport au sein de l'administration. Bref, les nouveaux venus, même s'ils n'entretiennent pas des relations des plus harmonieuses avec «l'establishment» libéral progressiste, prennent leur place dans l'organisation du R.I.N. La «gauche» socialiste est dans un premier temps tolérée.

Le virage à «gauche» devient plus observable dans les éditions de *L'indépendance* dès la fin de 1967. Alors que le discours était consacré presque exclusivement à l'indépendantisme, il devient beaucoup plus socialiste, marquant un désir de rapprochement avec la classe sociale des travailleurs. Au début de l'année 1968, Ferretti rappelle les mots d'ordre votés lors du dernier Congrès national d'octobre 1967, à savoir que :

La lutte au R.I.N. pour l'indépendance politique, économique et culturelle du Québec s'identifie à la lutte des travailleurs québécois contre la domination économique américaine et contre l'acceptation inconditionnelle de cette dernière par tous les autres partis politiques québécois et canadiens.¹³

On dénote une influence évidente des membres de *Parti Pris* à la lecture des documents signée par Andrée Ferretti. Nous faisons ici référence aux concepts de lutte de classes et de décolonisation. Alors que le leitmotiv du R.I.N. était simplement la libération économique, il se modifie avec l'arrivée des «ferrettistes».

Le R.I.N. ne lutte pas pour transformer le Québec-colonie en un Québec néo-colonie. Le R.I.N. lutte pour l'indépendance totale du Québec, ce qui implique un réaménagement profond des structures économiques, sociales et politiques de l'État du Québec, tel est le sens de notre lutte.¹⁴

LA VÉRITABLE IMPLICATION DE LA REVUE *PARTI PRIS*

C'est au printemps 1967 que les éléments de *Parti Pris* infiltrèrent le R.I.N. Ils le font ouvertement et se regroupent auprès des membres «rinistes» déjà favorables à la «gauche». Luc Racine et Gilles Dostaler entrent au comité de rédaction du *Bélier*, le bulletin riniste de la région de Montréal. De son côté, Gilles Bourque devient la véritable liaison entre *Parti Pris* et Andrée Ferretti. Comme il nous l'a confirmé en entrevue, Bourque s'occupe notamment des communiqués de presse pour le compte de la vice-présidente du R.I.N.: «Très rapidement, nous sommes devenus un "brain-trust" pour Ferretti, nous la suivions dans les comtés¹⁵». En fait, ce noyau de *Parti Pris* préparait l'ascension des «ferrettistes» dans l'exécutif au cours de l'année

1967. Ils comptaient opérer dans la légalité; leur « idée était de prendre le pouvoir en suivant les règles du jeu démocratique »¹⁶.

Les premiers éléments de leurs actions sont la critique ouverte des dirigeants du R.I.N. « Le triple rôle que le chef du R.I.N. a joué jusqu'à maintenant: présider le parti, le Conseil central et le Comité exécutif est manifestement trop pour un seul homme, fut-il un surhomme »¹⁷. Ainsi, tout était en place à ce moment pour la prochaine étape du plan de la « gauche », soit de prendre position dans les sphères de direction du Parti.

L'INTERVENTION D'ANDRÉ D'ALLEMAGNE

Divers documents retrouvés dans les Fonds d'archives nous ont permis d'observer les événements démontrant un certain durcissement dans les positions et l'apparition d'une coalition de libéraux progressistes et de conservateurs, formant ainsi la « droite » du R.I.N.

La réplique de cette « droite » est donnée par l'un des fondateurs du R.I.N., André d'Allemagne. Au début du mois de mars 1968, il écrit un pamphlet d'une dizaine de pages dans lesquelles il dénonce le courant de « gauche » (socialistes) et annonce sa candidature au poste de vice-président (l'arrivée du Mouvement Souveraineté-Association (M.S.A.) justifiait la tenue de nouvelles élections internes prévues pour la fin mars 1968).

D'Allemagne se pose comme le défenseur de l'intégrité de son Parti: « Ceux qui depuis des années ont donné sans compter de leur temps, de leur argent, de leur énergie, de leur santé et parfois de leur liberté, ne l'ont pas fait pour que le R.I.N. devienne un groupe marginal ou un club de théoriciens »¹⁸. Il donne ainsi la priorité à l'indépendance et favorise une entente avec le M.S.A. Aussi, il ajoute que « le conflit est entre, d'une part, une doctrine utopique, un "gauchisme infantile" et, d'autre part, une stratégie réaliste. Il semble que tel soit le fond de l'affaire, au-delà des heurts de personnalités, des chicanes et des querelles de vocabulaire »¹⁹. Il rejoint, par ses dires, ceux de la faction gravitant autour de Bourgault.

Ainsi il est faux de prétendre que R.I.N. soit « le parti des travailleurs ». Il est démagogique également de parler sans cesse de « révolution » sans prendre la peine d'expliquer ce qu'on entend par-là. Dans tous ces cas, la griserie des mots nous entraîne bien loin de la réalité.²⁰

Bien que ne faisant plus partie de l'Exécutif national du R.I.N., d'Allemagne demeure une figure dominante du Parti et un politicien respecté par les membres. Ainsi, les reproches qu'il émet sont d'autant plus efficaces contre la « gauche ».

Andrée Ferretti, poursuivant son association avec Gilles Bourque, Gilles Dostaler et Luc Racine, de la revue *Parti Pris*, pressent les membres du R.I.N. à s'associer clairement aux idées progressistes présentées par la « gauche ». Les membres avaient semblé donner crédit aux idées véhiculées par la vice-présidente. Cette dernière proposait des changements fondamentaux dans l'organisation du R.I.N. Elle attendait du Parti qu'il se définisse plus nettement à « gauche ».

LE DÉPART DE LA «GAUCHE»; LA «DROITE», SEULE AU POUVOIR

La querelle opposant la « droite » (libéraux progressistes et conservateurs) et la « gauche » (socialistes) du R.I.N. atteint son point culminant à la mi-mars 1968. Les négociations avec le R.N. et le M.S.A. sont la cause de cette accentuation du conflit entre les deux factions idéologiques. Pour la « droite » (libéraux progressistes et conservateurs), il est clair que l'unification des forces indépendantistes doit se faire. L'optique reste la même : l'indépendance d'abord et avant tout, dans les délais les plus brefs possibles. La « gauche » (socialistes), quant à elle, ne désire pas voir sa position au sein du Parti être dissipée par une alliance avec d'autres mouvements de « droite ». Il est évident, à ce moment, qu'il y a un joueur de trop, du moins si la dominante commande de converger vers une fusion des mouvements indépendantistes.

Le 16 mars, lors d'une réunion du Conseil central du R.I.N., Pierre Bourgault passe à l'action et parvient à désarmer la « gauche » avant le Congrès spécial. L'équipe de Ferretti détenait trop de pouvoir avec les votes des représentants régionaux, Montréal (avec cinq votes), Québec et la Mauricie. En fait, l'erreur provient du clan Ferretti, puisque la vice-présidente se présente avec un effectif réduit à la réunion (pour la première fois depuis le dernier Congrès national d'octobre 1967, Ferretti et son groupe étaient en minorité). Voyant sa méprise, elle se retire, alors que Bourgault poursuit la rencontre, même s'il n'y a plus *quorum*. Le président profite de la situation et multiplie les expulsions. Pierre Bourgault était parvenu à mettre en échec la « gauche » active du R.I.N.

Le 18 mars, Ferretti annonce qu'elle rompt avec le R.I.N., à la lumière des décisions prises en son absence, pour préparer la fondation d'un nouveau parti politique socialiste et indépendantiste.

Suite au départ des « ferretistes », l'équipe Bourgault n'a plus d'adversaire au sein du R.I.N. *L'Indépendance* du 16 avril titre « Le RIN refait son unité et propose la réunion de tous les indépendantistes »²¹. Bourgault a maintenant le champ libre pour mener à bien la fusion avec les autres partis et mouvements indépendantistes.

LE VIRAGE À «DROITE» CONSACRÉ

Les résultats du Congrès spécial de la fin mars 1968 sont fort évocateurs du dernier virage entrepris au R.I.N. Pierre Bourgault est réélu par acclamation au poste de président. André d'Allemagne, qui a participé à la dernière lutte contre les «ferrettistes», est élu par acclamation au poste de vice-président. Dix candidats, plus ou moins liés à la coalition de la «droite», se partagent les postes de direction nationale.

Le nouveau vice-président du R.I.N., quant à lui, nie catégoriquement le virage à «gauche» entrepris à la suite du Congrès national d'octobre 1967, celui où les membres avaient accepté majoritairement de faire du R.I.N. un véritable parti des travailleurs. «Ainsi, il est faux de prétendre que le RIN soit "le parti des travailleurs". Dans tous ces cas, la griserie des mots nous entraîne bien loin de la réalité»²². Les dirigeants du R.I.N., en voie de négociations avec le M.S.A., essaient de se donner une image beaucoup plus centriste, question de s'harmoniser aux lignes directrices du mouvement de René Lévesque.

On peut affirmer que le sort du R.I.N. est déjà scellé à partir de ce moment. Plusieurs indices indiquent que Lévesque ne voulait pas plus de la «gauche» du R.I.N. que de Pierre Bourgault. Un manque de volonté et d'affinités pourrait résumer les problèmes survenus lors des rencontres entre le R.I.N. et le M.S.A. Pierre Bourgault est vu comme un radical, et ce même s'il épouse des idées libérales progressistes et s'est associé avec les éléments conservateurs du R.I.N.

LA DISSOLUTION

Devant l'énorme pression qu'exerçaient les différents milieux indépendantistes en faveur d'une fusion des mouvements souverainistes, les tentatives de gauchir le R.I.N. se sont avérées vaines. C'était probablement les conclusions des membres de *Parti Pris* lorsqu'ils ont quitté le R.I.N. Quant à la dissolution du R.I.N., un article de Pierre Olivier, dans *La Presse* du 28 mars 1968, portait le titre suivant, «RIN 1968; la mort d'un parti?»²³. N'eut été du point d'interrogation, l'auteur décelait déjà les éléments de la dissolution.

Querelles internes, congédiements et impasses fusionnelles allaient avoir raison du R.I.N. En effet, le Congrès national, tenu les 26 et 27 octobre 1968, allait être le dernier. D'une seule voix, Pierre Bourgault propose la dissolution du Parti. Cette proposition de dissolution est acceptée par 227 voix contre 50. Permettons-nous de rappeler ici les paroles du président du R.I.N. prononcées durant le tumultueux mois de mars 1968, alors qu'il faisait campagne pour son équipe: «Est-ce à dire que nous sommes prêts à "saborder"»

le R.I.N., à le dissoudre sans réflexion, à le précipiter dans une fusion inconditionnelle?... Absolument pas »²⁴. Pourtant, devant les faits, Bourgault doit s'avouer vaincu. Il n'aura pas réalisé le mandat donné par les membres du R.I.N., soit de parvenir à fusionner les forces indépendantistes tout en préservant les éléments de base du programme riniste.

CONCLUSION

Les procès verbaux des congrès nationaux du R.I.N. d'octobre 1966 et d'octobre 1967 nous ont permis d'observer la mise en place d'un groupe de « gauche » socialiste. Centrée sur la personne d'Andrée Ferretti, cette faction proposait des changements majeurs au programme et à la constitution du Parti. Nous pouvons prétendre qu'il y eut un *flirt*, à ce moment, avec les tendances « travaillistes » du *membership*.

L'arrivée de Ferretti au sein de l'exécutif national, en 1967, marque la fin des relations courtoises entre les deux factions. À partir de cet instant, les affrontements apparaissent au grand jour dans les diverses publications « rinistes », *L'Indépendance* et surtout le *Bélier*. Ils atteignent des sommets lors des négociations de fusion avec les autres mouvements indépendantistes.

Ferretti et son groupe, secoués par un dernier affrontement (16 mars 1968) et passablement désemparés devant l'ampleur des pressions pour la fusion avec le M.S.A., ont reconsidéré les possibilités de se maintenir au sein de l'équipe dirigeante du R.I.N. De toute évidence, l'accès à la présidence était bloqué par l'impossibilité d'en déloger Pierre Bourgault.

La « gauche » maintenant évincée du Parti, Bourgault était seul maître à bord. Le départ de Ferretti marque aussi le retour d'André d'Allemagne au sein de l'exécutif national. La coalition de « droite » avait maintenant toute la latitude voulue pour négocier avec le M.S.A. de Lévesque. Mais, comme nous l'avons vu, Ferretti n'était pas la seule cause de l'impasse dans ces négociations à trois (R.I.N. — R.N. — M.S.A.). D'autres événements, rendant tout compromis impossible, ont empêché la bonne conduite de ces négociations. La création du P.Q. s'est donc faite sans l'apport officiel de l'organisation riniste. D'ailleurs, les dirigeants du R.I.N. n'étaient pas présents pour influencer d'une quelconque façon l'élaboration du programme péquiste, plutôt subordonné aux désirs de René Lévesque.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Marcel Chaput avait d'ailleurs quitté le R.I.N. en 1962, pressé de fonder un parti politique, le *Parti républicain du Québec* (P.R.Q.).

2. Le R.I.N. récolte 5,6% des voix, alors que le R.N. en obtient 3,2%.

3. *Parti-Pris* est une revue qui voit le jour en octobre 1963, soit dans le contexte de la transformation du mouvement *riniste* en parti politique et des premières actions terroristes du *Front de libération du Québec* (F.L.Q.). Les fondateurs de *Parti-Pris* sont des intellectuels de gauche fortement influencés par les écrits de la décolonisation et le marxisme.
4. Non signé, « Un congrès vraiment démocratique », *L'Indépendance*, 1er novembre 1966, vol. 5, no. 2, p. 2.
5. André d'Allemagne, « Éditorial de M. André d'Allemagne du mardi le 1er novembre 1966 », tiré du Fonds d'archives du R.I.N., p. 2.
6. Hubert Aquin, écrivain connu, fut directeur de l'importante revue *Liberté* de 1961 à 1971. Militant de la première heure au R.I.N., il fut directeur national en 1967. En 1968, il quitte le Parti, car il voit dans l'union du R.I.N. et du *Mouvement Souveraineté-Association* de René Lévesque la mort à long terme de l'idée d'indépendance.
7. Non signé, texte de la conférence, septembre 1967.
8. De retour au R.I.N. après la dissolution du P.R.Q. et deux grèves de la faim.
9. Ces troubles provenaient de l'organisation montréalaise, déjà infiltrée par les socialistes de *Parti Pris* (printemps 1967), qui multipliait les demandes de changement d'orientation politique aux réunions du comité exécutif.
10. Il s'agit de Gabriel Rufiange, Walter P. O'Leary et Dimitri Sampanidis.
11. Non signé, « Texte de la conférence de presse de Madame Ferretti », Montréal, 21 septembre 1967, tiré du Fonds d'archives Marcel Chaput, p.2.
12. La *gauche* parvient à faire élire deux candidats sur trois, Gabriel Rufiange et Walter P. O'Leary.
13. Andrée Ferretti, *Document remis aux membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale*, Montréal, 1968, 6 février, p. 5.
14. *Ibid.*, p. 4.
15. Gilles Bourque, entrevue réalisée dans le cadre de notre préparation au mémoire en septembre 1998.
16. *Ibid.*
17. Robert Aubin. « Pour une réforme de la direction nationale », *Le Bélif*, vol. 1, no. 6, octobre 1967, p. 2.
18. André d'Allemagne, « *La crise du RIN* », document tiré du Fonds d'archives Marcel Chaput, Montréal, mars 1968, p. 3.
19. *Ibid.*, p. 4-5.
20. *Ibid.*, p. 5.
21. Non signé, « Le RIN refait son unité et propose la réunion de tous les indépendantistes », *L'Indépendance*, 16 au 30 avril 1968, vol. 6, no. 12, p. 1.
22. André d'Allemagne, « La griserie des mots nous entraîne loin de la réalité », *L'Indépendance*, 15 au 16 avril 1968, vol. 6, no. 12, p. 4.

23. Pierre Olivier, « RIN 1968 ; la mort d'un parti ? », *La Presse*, 28 mars 1968, p. 5.

24. Pierre Bourgault, *et. al.* , « Pour une gauche réaliste et québécoise », *L'Indépendance*, 16 au 31 mars 1968, vol. 6, no. 10, p. 2.